

**JE SUIS
CHARLIE**

**Nous sommes
tous Charlie Hebdo**

page 2

Les Nouvelles

*Bimensuel édité par
la Fédération de
Loire-Atlantique du
Parti Communiste
Français*

de Loire Atlantique 

*Pour tout Renseignement
02 40 35 03 00
ou redac.nla@orange.fr*

Numéro 990

15 janvier 2015

prix : 0,70 €



Le Peuple mobilisé

**Du renouveau pour
les Nouvelles de
Loire-Atlantique** 8

En Loire Atlantique
22 et 29 mars 2015
Elections départementales 3

Loire
A l'instar de Nantes Métropole
NLA lance le Débat



4

Grèce
Un scrutin historique ? 5

René Vautier
L'homme à la caméra rouge



6

« Les communistes marcheront en l'honneur des valeurs qui animaient nos amis et camarades de Charlie Hebdo »

Pierre Laurent—Secrétaire National du PCF

« Je veux parler de la responsabilité de nos gouvernants qui ont abandonné culturellement les gosses de nos quartiers et les ont soumis à des manipulateurs »

Boris Cyrulnik – Psychiatre

« Aujourd'hui, on a l'impression que Charlie est tombé pour la liberté d'expression. Nos copains sont juste morts. Nos copains qu'on aimait et dont on admirait tellement le talent »

Luz - Caricaturiste à Charlie Hebdo

« Le journal va continuer, ils n'ont pas gagné »

Patrick Pelloux - Medecin urgentiste—Chroniqueur à Charlie Hebdo

Nous sommes CHARLIE

2

Point de vue

Par Aymeric SEASSAU



Photo Thomas Doré

Un jour nouveau s'est levé sur le pays ce Lundi. Incontestablement il y aura un avant et un après. «Le vieux monde se meurt, le nouveau tarde à naître. Et dans le clair-obscur s'agitent les monstres» disait Gramsci en un temps qui ne présente que trop de similitudes avec le nôtre.

A Nantes, à Saint-Nazaire, dans toute la France, nous avons marché par millions. Marché pour rendre hommage à nos amis, nos camarades de Charlie-Hebdo abattus pour avoir osé nous faire rire, pour avoir osé défier tous les pouvoirs, politiques comme religieux.

Marché pour dire aux barbares que notre liberté n'est pas négociable.

Marché pour dire aux vautours qui avec Marine LePen ont entrepris de diviser la nation que l'égalité n'est pas négociable.

Marché pour dire ensemble que la fraternité est la seule réponse possible quand on tue un journaliste pour ses idées, un salarié sur son lieu de travail, un fonctionnaire dans l'exercice de sa fonction, un homme, une femme en raison de sa confession, quelle qu'elle soit.

Il fallait hier sécher les larmes, ensemble, comme il faut aujourd'hui continuer de marcher.

« Agir au quotidien dans la fraternité pour lever un espoir nouveau »

Il y aura, il y a, un avant et un après. Les « monstres » de Gramsci s'agitent toujours. Il faudra plus que le formidable élan populaire du weekend pour les emporter. C'est pourtant ce vent là qui doit continuer de souffler. Plus fort que l'exercice imposé d'une unité de façade rassemblant quarante chefs d'État à Paris, c'est la République Française qui est questionnée. Son identité, ses valeurs, sa capacité à porter à nouveau un message universel. Où est la nation quand se déploient sans honte le racisme, l'antisémitisme ou l'islamophobie ? Où est la République quand elle abdique face au pouvoir financier et laisse licencier ou appauvrir tant de citoyens ? Ces réponses sont attendues dans un contexte de défiance vis à vis des organisations politiques qui sont, de fait, face à des responsabilités nouvelles.

Parce qu'ils ont si souvent été au rendez-vous de l'histoire, les communistes français veulent s'y atteler de toutes leurs forces et de tout leur cœur. En continuant à rire, à lire, à vivre ensemble, à agir au quotidien dans la fraternité pour lever un espoir nouveau parce que c'est la meilleure manière de conjurer l'entreprise ténébreuse que les barbares et les diviseurs veulent imposer au pays.

La liberté frappée au coeur



Il n'y a pas de mots, aucun ne saurait dire l'effroi devant un acte aussi barbare que celui qui a touché la rédaction de Charlie Hebdo.

Charlie hebdo, une équipe de compagnons, de camarades. Nous retrouvons régulièrement leurs plumes dans les colonnes de l'Humanité. Certaines d'entre elles dessinaient aussi pour le parti communiste, à l'exemple des cartes pétition à François Hollande pour le droit à la retraite à 60 ans. Il n'était pas rare de croiser l'équipe à la Fête de l'Huma. Les militants communistes utilisaient souvent leur travail pour illustrer leur tracts.

Comment aujourd'hui ne pas avoir une pensée pour leur famille, leurs amis... et plus largement pour tout ceux qui au cours de la semaine précédente sont tombés sous les balles de la barbarie et il faut bien le dire, de la connerie la plus abjecte.

Ce sont des caricaturistes, des journalistes, des chroniqueurs, des salariés du journal, des personnels de police de simples citoyens qui ont été visés dans le seul but de détruire la liberté de penser, la liberté de blasphémer, celle d'être différent, d'avoir une autre religion ou de ne pas en avoir.

Dès l'annonce de l'attentat dans les locaux du journal satirique, les messages de solidarité se sont suivis, les citoyens se sont rassemblés dans plusieurs villes de France, ils étaient près de 7000 à Nantes, près d'un millier à Saint-Nazaire au soir de

cet acte inqualifiable.

Après le drame, Pierre Laurent, secrétaire national du PCF, s'est rendu sur les lieux et a appelé rapidement à l'unité nationale de toute les forces républicaines face à la Barbarie. Le ton est le même en Loire-Atlantique où Aymeric Seassau, secrétaire départemental du PCF appellera à l'« Union nationale face à la barbarie » nous sommes « frappés au cœur » ajoutera le responsable communiste.

Frappés au cœur comme des milliers de citoyens français qui jour après jour, du drame jusqu'aux rassemblements du 12 janvier se sont mobilisés en masse (voir ci-dessous)

Frappé au cœur, sans aucun doute, reste comme le rappelleront les communistes, à ne pas tomber dans le piège des amalgames tendu par l'extrême droite : « Loin de toutes les instrumentalisation qui pointent déjà, pour attiser de nouveau les haines, pour masquer les responsabilités qui conduisent le monde vers l'aggravation de toutes les tensions, pour justifier l'amplification de guerres ou de prétendues réponses au terrorisme qui n'ont fait que prouver leur échec dans la dernière décennie, les communistes travailleront sans relâche à l'unité du peuple français pour des réponses de sécurité dans la justice, de vivre ensemble dans le respect de la liberté de conscience ou d'opinion pour chacun, des réponses de paix et de solidarité entre les peuples » dira Pierre Laurent.

Le peuple mobilisé



Photo Thomas Doré

Quatre millions de personnes ont défilé à Nantes, 10000 à Saint-Nazaire, près de 100000 dans le département : du jamais vu. « C'était le devoir de tous les Français d'être ici » dira Pierre Laurent, « Cette marche n'appartient à personne » ajoutera-t-il. A personne et surtout pas à Orban, Bongo ou encore à Netanyahu, loin d'être des figures de paix, de liberté.

Le peuple s'est mobilisé, reste à faire vivre dans les actes la fraternité, la liberté et l'égalité, un terreau fertile dont est encore privé pour parti, une part de la population française. Aux actes !

En images

Carte pétition de Tignou et Charb



SIGNEZ LA CARTE PÉTITION À HOLLANDE

PCF ESPRANCE



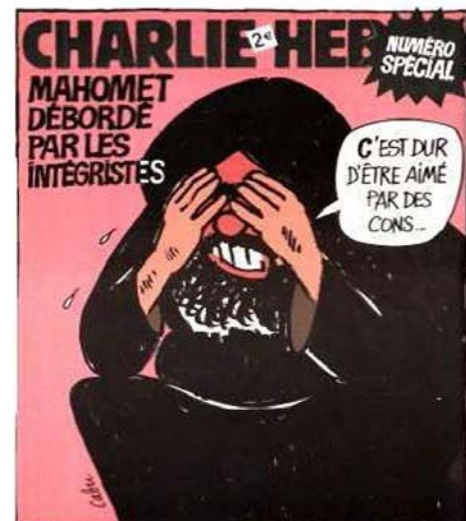
Charb à la Fête de l'Huma en 2012



Une partie de l'équipe en 2006



Une de CHARLIE HEBDO



ÉLECTIONS

22 & 29 MARS 2015

DÉPARTEMENTALES



Le département : c'est d'abord un service public

Il intervient sur : L'aide sociale • La protection de l'enfance • L'insertion des personnes en difficulté, RSA • L'aide aux personnes handicapées et âgées • la prévention sanitaire • La gestion des routes départementales et nationales d'intérêt local • Les transports scolaires par autocar où la gratuité est à gagner partout • Les collèges • La culture : des archives aux bibliothèques de prêt en passant par le patrimoine architectural et les musées • Le développement local : aides aux associations et aux communes • Le tourisme • Participe aux financements des sapeurs-pompiers • Le logement avec les offices hlm départementaux et le fonds de solidarité pour le logement

En Loire-Atlantique

3

22 et 29 mars 2015 : élections départementales !

Nouveaux territoires, nouveau mode de scrutin

Les dimanches 22 et 29 mars 2015 auront lieu partout en France les élections départementales, au terme desquelles seront élus les conseillers départementaux qui siègeront au Conseil départemental. Ces élections se dérouleront sur tous les cantons.

Précédemment, ces élections étaient nommées « élections cantonales » et l'on élisait des « conseillers généraux » au Conseil général. Seuls la moitié des cantons étaient concernés par le renouvellement de ces élus.

Les cantons ont été redécoupés, de façon à ce que leur nombre soit divisé par deux (ce qui ne veut pas dire la fusion de 2 cantons en un seul). Ainsi, en Loire-Atlantique, leur nombre passe de 59 à 31.

On élira, pour chaque canton, 1 homme et 1 femme : le nombre de conseillers départementaux sera donc équivalent au nombre précédent de conseillers généraux. Ce procédé permet d'assurer la parité de l'assemblée.

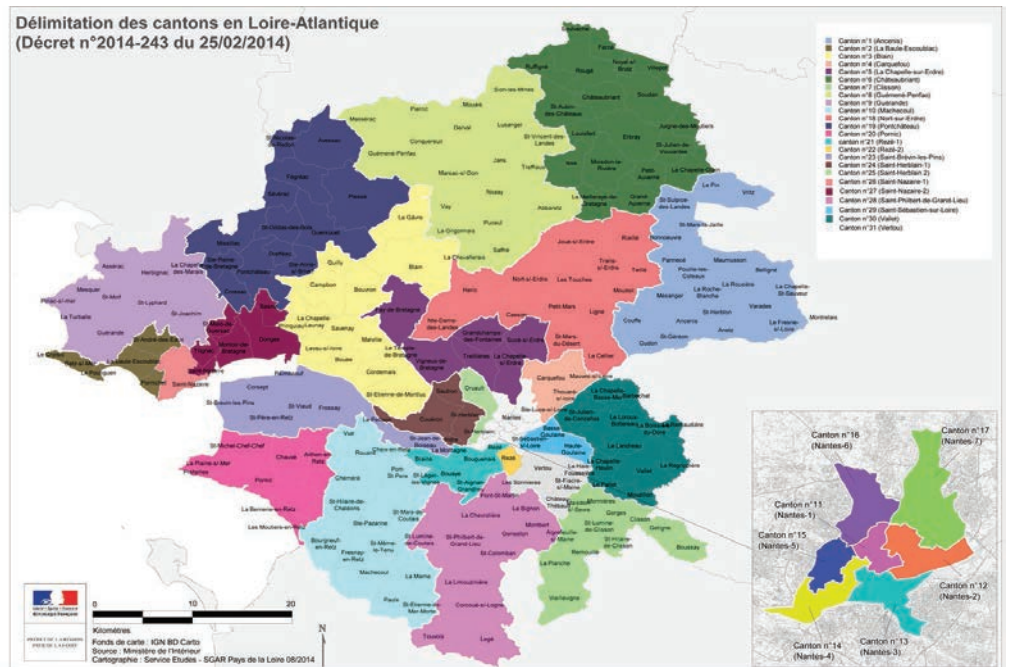
Chaque binôme homme-femme titulaire aura un binôme homme-femme remplaçant : les bulletins de vote mentionneront donc quatre noms.

Le mode de scrutin est un scrutin binominal à 2 tours.

Pour être élu au premier tour, un binôme doit obtenir au moins la majorité absolue des suffrages exprimés et un nombre de suffrages égal à au moins 25% des électeurs inscrits. Si aucun binôme n'est élu au premier tour, peuvent se présenter au second tour les deux binômes arrivés en tête et ceux qui ont obtenu un nombre de suffrages au moins égal à 12,5% des électeurs inscrits.

Est élu au second tour le binôme qui obtient le plus grand nombre de voix.

Une nouvelle carte pour la Loire Atlantique



Appel du Front de gauche pour les départementales en Loire Atlantique de mars 2015

Pour un département solidaire, écologique et démocratique

Dans moins de trois mois, les électeurs seront appelés aux urnes pour élire leurs conseiller-e-s départementaux. Jamais une élection n'aura été préparée dans un contexte aussi grave. La crise économique et politique est encore aggravée par les politiques d'austérité du gouvernement Hollande-Valls et du patronat. La misère, le chômage ne cessent d'augmenter ; l'écosystème est menacé ; la démocratie se délite. Nous ne l'acceptons pas.

Il y a urgence

Parce que nous ne nous résignons pas au retour de la droite et aux progrès de l'extrême droite, nous combattons la politique sociale, économique et environnementale du gouvernement. Il faut rompre avec les logiques libérales pour construire un projet de société solidaire, coopérative et responsable ancré dans les mobilisations sociales et citoyennes.

Les organisations du Front de gauche sont disponibles

Les élections départementales constitueront un temps fort pour

exprimer nos exigences de changements et s'opposer à une réforme territoriale antidémocratique et autoritaire. La démocratie locale doit être renouvelée.

Les départements, ce sont 73 milliards de dépenses publiques. Ils doivent s'inscrire dans la réalité des territoires pour répondre aux besoins des habitants. Ils sont essentiels à leur vie quotidienne avec des politiques d'aides à la personne et d'accompagnement des individus dès leur plus jeune âge. Nous voulons défendre leur existence et leur capacité d'action publique en refusant la baisse des dotations de l'Etat et les politiques d'austérité qui assèchent l'investissement public utile pour développer l'économie locale et lutter contre la crise écologique.

Les organisations du Front de Gauche de Loire-Atlantique lancent un appel à tous les citoyens et toutes les citoyennes qui ne se reconnaissent pas dans les choix du gouvernement, à toutes celles et tous ceux qui s'opposent aux politiques d'austérité et aux forces qui les soutiennent. Nous les appelons à se réunir dans chaque canton pour agir, débattre et construire un projet départemental cohérent et des candidatures pour le porter. Ouvriers, salariés, chômeurs, étudiants, retraités, intellectuels, hommes et femmes engagés de tous les horizons de la gauche, du monde syndical et associatif, nous pouvons construire ensemble ce projet et des candidatures rassembleuses.

Les départements, c'est 73 milliards de dépenses publiques !

C'est un échelon de la décentralisation des pouvoirs et des moyens pour répondre aux besoins.

Les lois de décentralisation de 1982/83 ont fait du département un cadre territorial majeur pour les transferts de compétence de l'Etat vers les collectivités locales.

Dans une progression constante depuis 30 ans pour répondre aux besoins des populations, le cumul des budgets départementaux a atteint près de 73 milliards d'€ en 2013.

L'action économique et la formation professionnelle sont allées à la Région, l'urbanisme et l'occupation du sol à la commune et le département a été doté d'un très important volet social qui représente en moyenne plus de 60 % de son budget de fonctionnement soit environ 34 milliards d'€ sur 57 milliards d'€, dans une dépense totale, fonctionnement et investissement, de

près de 73 milliards d'€.

Nous voulons que l'impact des missions sociales du département soit dynamisé en permanence dans ses liens avec le monde associatif, avec les communes (les CCAS) et avec les services de l'Etat, acteurs et financeurs. Nous voulons aussi dynamiser la réponse publique par l'extraordinaire capacité qu'offre le cadre départemental pour l'écoute des besoins des gens, par la proximité de ses élus et de ses travailleurs sociaux.

Pour cela il faut que l'Etat assume ses engagements financiers et notamment la pleine compensation des dépenses de solidarité nationale (RSA, PCH, APA) et sorte du carcan financier que l'Europe impose aux collectivités locales (moins 3,2 milliards en 2017 et 11 milliards sur les trois prochaines années).

LA CLAUSE GÉNÉRALE DE COMPÉTENCE : la condition de la réactivité du département aux besoins des habitants

La réforme des institutions s'inscrit dans l'ambition

libérale de faire jouer aux collectivités territoriales un triple rôle : soutenir la compétitivité, réduire la dépense publique, éloigner les citoyens et citoyennes des lieux de décisions.

De ce point de vue, les tentations de mise en cause de la compétence générale des départements et des régions – à savoir la possibilité qui leur est donnée de mener librement leurs politiques dans les domaines souhaités – constituent un grave danger pour la démocratie d'une part, mais aussi pour la qualité des services rendus aux populations. C'est l'exercice de cette liberté qui a permis, depuis les lois de décentralisation de 1982, l'élaboration de politiques innovantes dans les territoires, en prise avec les attentes des populations.

Sous prétexte de rationalisation des financements publics, revenir sur la compétence générale fragiliserait en effet des secteurs vitaux pour nos concitoyens, comme le logement, les crèches, la culture, le sport, les transports.

La Loire est le **plus grand fleuve français**, long de **1010 kilomètres** il prend sa source dans le sud-est du Massif-central pour finir sa longue course à Saint-Nazaire avant de se jeter dans l'Océan Atlantique.

Lieu d'activité économique, plus de **500 navires** remontent le fleuve vers les sites du port, 41 pêcheurs y travaillent quotidiennement, lieu de passage, lien entre les rives plus de **644 000 franchissements** ont lieu quotidiennement dans l'agglomération nantaise.



La Loire en débat

4

Les Nouvelles de Loire-Atlantique ouvrent leurs colonnes

Depuis le mois d'octobre 2014, Nantes métropole auditionne, recueille les avis d'experts, d'usagers, de professionnel de la Loire, de citoyens.

La Loire, depuis longtemps, les nantais s'en étaient éloignés, elle était comme comblée dans l'imaginaire collectif. Comblement, fermeture des chantiers navals, la réappropriation fut longue. **Le conseil communautaire de Nantes Métropole, ses élus sont pourtant bien décidés à ouvrir « une nouvelle étape dans la construction de la centralité métropolitaine » et à ce que la Loire « reprenne toute sa place dans la cité ».**

Ce mois-ci les nouvelles de Loire-Atlantique ouvrent leurs colonnes à quelques acteurs

de ce débat, Jean-Yves Martin, membre de la commission du débat sur la Loire, ancien élu communiste de la Chapelle Launay reviendra sur l'organisation de ce débat et sa volonté qu'il soit un acte citoyen et non un travail des seuls initiés.

La parole est également donnée à Mireille Pernot, Présidente du groupe des élus communistes de Nantes Métropole, à Christophe Chevis, du syndicat CGT du port, à André Sentenac, Urbaniste. Chacun d'entre eux a été invité à donner son avis sur ce débat, sa vision pour l'aménagement, les usages de la Loire. S'exprime donc dans ces pages une pluralité de visions comme autant de contribution au débat.

Emparons-nous du débat

Par Mireille Pernot

Lancé par Nantes Métropole en juin 2014, le grand débat sur la Loire nous concerne toutes et tous. Comme beaucoup de grandes villes, Nantes a longtemps tourné le dos à son fleuve et ses activités portuaires, et doit se poser les bonnes questions pour dégager des pistes d'actions concrètes pour juin 2015.

Ne loupions pas le coche, pour 2 raisons qui me semblent essentielles d'un point de vue **démocratique et social** :

- Ce débat est l'opportunité de recentrer la réflexion et la construction de l'avenir autour du fleuve et non pas seulement autour de la grande ville. Toutes les communes et territoires urbains, périurbains et ruraux ont leur mot à dire sur la façon dont ils vivent avec leur fleuve, et surtout l'avenir commun qu'ils veulent construire autour. Autant dire que la façon dont les citoyens de l'ensemble des communes s'empareront du débat, comptera aussi pour démocratiser la gouvernance de la Métropole, comme s'y est engagée sa Présidente.

- Le débat s'articule autour de 4 domaines assez larges pour permettre de ne rien mettre « hors sujet » : La Loire des pratiques et des usages ; Espace économique, espace écologique ; Mobilité et franchissements ; cœur de la métropole, attractivité et qualité urbaine. Il nous revient de solliciter la plus grande diversité d'interventions. En effet, le risque est grand que ne s'empare du débat qu'une petite frange de la population : celle qui s'exprime déjà très largement dans les lieux de décisions et les médias. Par ailleurs, ce qui se fait aujourd'hui avec la Loire montre que certains sujets sont plus avancés que d'autres : fleuve sauvage, fleuve d'agrément, touristique et de loisir... Si tout n'est pas fait encore dans ces domaines, ils font l'objet de beaucoup de programmes et actions. Par contre, pour ce qui est de repenser la vision économique du fleuve, tout est à discuter, ré-envisager.

- Pour reprendre l'expression d'un de nos élus Bouguenaisiens : au-delà des valorisations culturelles et touristiques, il faut réapprendre à se servir de la Loire pour travailler.

C'est dire l'impérieuse nécessité que tous les militants du progrès social investissent le débat. De façon individuelle ou en tant qu'organisation, chacune et chacun doit déposer un cahier d'acteurs ou une contribution sur SA vision de la Loire !

Participez au débat Nantes, la Loire et Nous

Depuis trois mois déjà, et jusqu'au Printemps prochain, le Grand débat intitulé « Nantes, la Loire et Nous », initié par Nantes Métropole, se déroule.

Les formes de participation proposées sont multiples : visite du site pivot du débat, avec la possibilité d'y faire des commentaires en ligne ; séminaires et cahiers d'acteurs ; auditions publiques de la commission du débat : réseaux sociaux (Facebook et twitter). Un panel de citoyens, tirés au sort, travaille également sur les thèmes retenus autour de la Loire : pratiques et usages, espace économique et écologique, mobilité et franchissements, attractivité et qualité urbaine du cœur de métropole. Toutes ces possibilités sont accessibles, avec leur calendrier, sur le site pivot du débat : www.nantes-la-loireetnous.fr.

Une commission indépendante mixte de huit membres, société civile et élus, entièrement bénévoles, est chargée de l'organisation et du suivi du débat. Ensuite, elle aura à rédiger un rapport sur le fond et les modalités du débat, et faire des préconisations argumentées. Ce n'est qu'après, à l'automne 2015, que les élus de Nantes Métropole prendront leurs décisions, notamment sur les nouveaux franchissements de la Loire.

Il importe donc que ce débat ne reste pas une affaire d'initiés et ne se cantonne pas aux seuls aspects environne-

Contribution au grand débat « Nantes, la Loire et Nous »



déplacés du quai Wilson vers Cheviré amont. Le quai Wilson avait vocation d'accueillir les bateaux de croisières (paquebots) et militaires. Suite au désengagement de l'état sur la dotation du dragage, le maintien de la cote nécessaire pour l'accès à quai n'est plus possible. Ces bateaux accostent donc à Cheviré qui est un quai industriel portuaire.

Nous demandons le respect des engagements pris à l'époque par le Port et Nantes Métropole, à savoir de faire accoster ces navires à Wilson, quai situé à proximité des commerces du Centre Ville ainsi que des sites culturels et de loisirs. Cette année, de nouveaux

projets de barging sont à l'étude ; c'est une bonne nouvelle, tant économique qu'écologique, puisqu'elle réduira le nombre de camions sur la route. Concernant les futurs franchissements de la Loire, il est impératif qu'il n'y ait pas d'ouvrages aériens dans la seule zone d'évitement (pointe des Antilles, Trentemoult et quai St Louis) de Nantes. La construction d'un pont dans cette zone ne pourra pas être inférieure au tirant d'air du pont de Cheviré (52 mètres). Un ouvrage mobile ou pont levant, n'est pas une solution à retenir non plus, car la priorité reste l'usage maritime et non routier. En effet, les bateaux devront avoir la certitude que le pont soit ouvert plusieurs heures durant avant de s'engager plus en amont. Pour toutes ces raisons, nous sommes plus favorables à un ouvrage de type « tunnel ». Les travailleurs portuaires resteront toujours vigilants pour défendre le développement du trafic du Port de Nantes.



mentaux, de loisirs ou de tourisme. Sur bien des aspects du dossier, les actifs et salariés qui font la vie du port et du fleuve, dans la métropole au sens large, doivent y faire connaître clairement leurs points de vue et leurs attentes.

Faute de quoi, ils pourront difficilement être pris en compte. Donc, quelles que soient vos préoccupations et motivations, n'hésitez pas à participer au débat !

Lire également le dossier La Loire au cœur dans le récent numéro #49 de la revue Place Publique

Jean-Yves Martin géographe, membre de la commission du débat

Un projet d'envergure pour Nantes et son fleuve

Le temps d'un échange, NLA a rencontré l'urbaniste nantais André Sentenac.

Pour lui, les choses sont claires, il y a bien longtemps que Nantes « s'est détournée de son fleuve » après dit-il l'avoir « massacré avec les comblements ».

L'erreur pour l'urbaniste a consisté à ne penser le fleuve et l'aménagement de la Loire que par rapport à des flux de déplacements et en particulier par rapport à la voiture. Une erreur qu'il serait fort dommageable de renouveler aujourd'hui.

Autre écueil, n'envisager ce débat qu'en terme d'objet supplémentaire (pont transbordeur...) sur le fleuve sans aucune cohérence urbaine, comme cela lui semble encore être trop souvent le cas. André Sentenac, au contraire, insiste sur la nécessité de « penser la relation de la ville au fleuve », de porter un projet « d'envergure » un projet « unique » pour Nantes et son fleuve, il faut faire insister-t-il encore, « de Nantes une vitrine sur cette Loire urbaine ».

Ce projet d'envergure auquel l'urbaniste appelle à s'atteler s'étendrait du pont Anne de Bretagne jusqu'au bas Chantenay, il y a de quoi sur cette zone, faire « quelque chose de spécifique à Nantes » à condition de repenser complètement ces quartiers de les ouvrir sur le fleuve, on peut là, dit-il, envisager toute sorte de projets.

Concernant la question du franchissement de la Loire, l'urbaniste avoue être plus favorable au pont qu'au tunnel, qui viendrait dessécher tout l'environnement immédiat, toutefois, pour lui, un éventuel pont ne devra pas être pensé pour l'usage exclusif et la primauté de la voiture.

Le débat est engagé...

Chaos en Libye : résultat des politiques impérialistes occidentales

La Libye s'enfonce dans le chaos, et les appels à une intervention internationale se multiplient. La France avait joué un rôle moteur dans la mise en place de la coalition militaire de l'OTAN, sous mandat de l'ONU, qui avait renversé le régime de Mouammar Kadhafi. **Déstabilisant une région entière, faisant le lit du démantèlement d'un état les forces occidentales se trouvent aujourd'hui dans le cercle vicieux d'une situation ingérable et sont appelés par Cinq Etats du Sahel à une intervention internationale. Les groupes armés fleurissent sur les cendres d'un pays consumé par l'impérialisme occidental.**



Actualité internationale

5

Grèce : un scrutin historique ?

Après l'échec du gouvernement hellénique à faire élire son président par le Parlement, le scrutin législatif anticipé a été convoqué au 25 janvier prochain. Ce scrutin qui se présente d'ici quelques jours est le symbole de la débâcle des politiques libérales et d'austérité mises en œuvre ces dernières années par le pouvoir d' « union nationale » regroupant les conservateurs de la Nouvelle Démocratie (ND) et les socialistes du Pasok.



Rappelons que la Grèce a connu une incroyable régression avec un cortège de souffrances sociales que ses habitants pensaient définitivement attachées au passé. Sous la coupe de la troïka (commission européenne, BCE et FMI) **le salaire moyen dans le secteur privé est ainsi passé de 1 000 euros net par mois en 2009 avant le début de la crise à 817 euros en 2013, soit une ponction moyenne de 20% sur les rémunérations.** Aujourd'hui plus de 25% des grecs sont privés d'emploi (50% des -25 ans) et l'état déliquéscent des services publics les plus essentiels, comme les hôpitaux ou les écoles s'accroît.

C'est dans ce contexte que Syriza, la Coalition de la Gauche radicale, est en tête dans les sondages. Pendant que les bourses s'affolent et que les appels pressants à la catastrophe si Syriza arrivait en tête du prochain scrutin sont

développés dans les médias, son président défend son programme. Autour de trois axes forts que sont la renégociation de la dette pour sortir de l'austérité. La réponse à l'urgence humanitaire et enfin la mise en place d'une politique de relance et de création d'emplois.

En effet le niveau de la dette publique, qui s'élève toujours à 175 % du PIB, soit près de 300 milliards d'euros, n'est pas viable et empêche toute marge de manœuvre budgétaire et tout espoir de relance économique en Grèce. Il propose donc d'annuler la majeure partie de la valeur nominale de la dette publique dans le contexte d'une « conférence sur la dette européenne ». « Cela s'est produit pour l'Allemagne, en 1953. Cela peut également se produire pour le sud de l'Europe, et pour la Grèce », a déclaré récemment M. Tsipras. **Le Parti Communiste Français et le PGE que préside son secrétaire national sont plus que jamais solidaires du mouvement de fond en cours dans cette partie de l'Europe.**



Alors que les sondages se resserrent, que la problématique d'un programme jugé pour certains trop mouvant ou encore que le défi de l'unité dans les rangs progressistes grecs persiste, l'issue du scrutin du 25 Janvier sera dans toutes les configurations historique. Le scrutin grec plus que jamais catalyse les craintes et les espoirs des peuples européens.

Rencontre PPP/PCF



En fin d'année 2014, la fédération de Loire-Atlantique du PCF a reçu un camarade palestinien membre du parti du peuple palestinien.

Accompagné du camarade du PCF 44 Pierre Riou, engagé dans la solidarité avec les palestiniens l'échange a pu être fructueux et synonyme de partage d'expérience sur la situation des populations sur place. **Lui-même agriculteur dans les territoires palestiniens il a pu relaté les pressions des forces israéliennes sur les territoires palestiniens.** « Difficulté d'accès aux parcelles, problèmes de rémunération, checkpoint et pression continue des forces armées ... » sont autant de frein au développement d'une économie palestinienne viable.

Les représentants du PCF, quant à eux, ont pu exprimer leur solidarité vis-à-vis du peuple palestinien et revenir sur leurs différentes campagnes passées, pour protester contre l'offensive à Gaza ou présente avec leur lutte pour la reconnaissance de l'Etat palestinien. L'enjeu de la reconnaissance à l'assemblée nationale de l'Etat Palestinien, ou encore la bataille idéologique des communistes dans un pays en guerre ont conclu ces discussions fraternelles.

L'enquête sur la mort d'un Français au Caire piétine

Eric Lang, professeur nantais de 49 ans **est mort au Caire dans le commissariat de Qasr Al-Nil le 13 septembre 2013, suite aux violences prétendues de ses six codétenus.**

Il avait été arrêté le 6 septembre 2013. La presse nationale et locale s'en était alors fait l'écho. Ce décès dans des circonstances troubles et la paralysie de l'enquête n'a fait depuis que raviver la douleur des proches de la victime.

En effet, depuis le début, le comportement de la police pose question. **Les avocats de la famille demandent, en vain, qu'une procédure soit ouverte en Egypte pour non assistance à personne en danger.** Le lendemain de son arrestation, le ministère public égyptien avait ordonné sa libération. Que faisait la police, pendant ce tabassage dans une cellule placée sous sa responsabilité ?

Les espoirs de la famille se tournent désormais vers la juge d'instruction qui pourrait diligenter une commission rogatoire internationale. **Les autorités françaises pourraient dans ce cadre demander à ce que des personnes soient entendues par des magistrats et des policiers égyptiens.** La mémoire d'Eric mérite que toute la lumière soit faite sur cet événement tragique.



En bref

La Palestine membre de la Cour Pénale Internationale !

La demande d'adhésion à la Cour pénale internationale des Palestiniens a été acceptée par les Nations unies. Une enquête sur les allégations de crimes dont Israël est accusé est donc possible en avril. En effet, le secrétaire général des Nations unies **Ban Ki-moon a accepté la demande des Palestiniens d'adhérer à la Cour pénale internationale (CPI).**

La CPI va ainsi pouvoir enquêter à partir du 1er avril sur les allégations de crimes commis dans les Territoires palestiniens. Israël avait déjà pris des mesures de rétorsion. Pour l'Etat hébreu, il s'agit d'une déclaration de guerre diplomatique.

Il avait déjà répliqué samedi en frappant financièrement l'Autorité palestinienne, gelant le transfert de taxes collectées pour son compte. Il a aussi promis une riposte encore "plus dure et plus globale".

Dégel Cuba/USA

M. Obama a reconnu récemment l'échec de la politique américaine au cours des cinquante dernières années. Alors que la rupture avec Cuba et l'embargo imposé depuis 1962 à l'île visait à faire pression en faveur d'une « ouverture » politique et économique favorable aux grandes multinationales nord américaines, **Barack Obama a observé que cette stratégie avait été contre-productive, contribuant à la poursuite de la politique défendue par le gouvernement et le parlement cubain.**

Mais l'achèvement de cette nouvelle politique promue par Obama risque de se heurter au vote du Congrès américain, désormais à majorité républicaine. On connaît les fortes réticences de la part d'une grande partie des républicains, Ainsi, Jeb Bush candidat pressenti à la présidentielle a aussitôt déclaré que les « bénéficiaires » de cette décision seront les « abjects frères Castro, qui ont opprimé le peuple cubain depuis des décennies ».

Quant à John Boehner, président de la Chambre basse du Congrès, il estime que ces mesures visant à lever certaines des restrictions sur l'île sont de nouvelles « concessions à la dictature insensée qui maltraite son peuple et revient à conspirer avec les ennemis ».

Une « dictature » selon les USA qui permet aux cubains de bénéficier d'une éducation gratuite et d'une espérance de vie record. Tandis que du côté de Washington les inégalités sociales et la précarité n'ont jamais été aussi forte. Les réflexes anti-communistes de la guerre froide sont loin d'avoir disparus...

La folle journée

Événement incontournable la folle journée de Nantes dépasse désormais largement les frontières régionales et nationales. L'édition 2015 explorera les passions de l'âme et du cœur en nous faisant découvrir ou redécouvrir des compositeurs inspirés par ce thème au fil des siècles comme Bach, Haendel, Vivaldi, Mozart, Schubert, Brahms et tant d'autres.

Fidèle à sa volonté d'amener de nouveaux publics la musique classique, qui parfois impressionne, intimide, ces journées nous invitent du 28 janvier au 1er février 2015 à déambuler, à nous laisser guider par nos envies, nos émotions du moment, notre curiosité. Retrouver toute la programmation musicale sur www.follejournee.fr.



Culture, idées

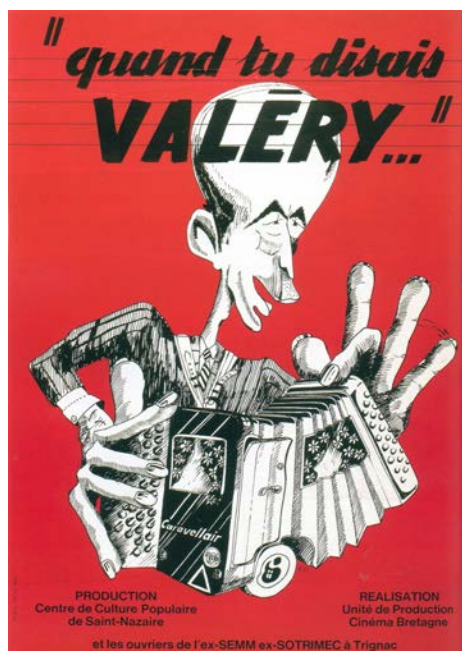
6

Voir

Quand René Vautier tournait en Loire Atlantique...

René aimait la lutte et le monde ouvrier, comme en témoignent les deux documentaires qu'il a réalisés en Loire-Atlantique, à Trignac et Couëron. Le cinéaste arrive en 1974, il y a juste 40 ans, dans le bassin nazairien à l'occasion d'un conflit à la Semm de Trignac.

Les 800 ouvriers vont être licenciés. C'était la première délocalisation française: Caravelair partait en Ardèche. Il tournait les entretiens avec les syndicalistes et récupérait les cassettes Super 8 des salariés qui filmaient le conflit ».



Vautier épouse leur combat, recueille pendant des heures la parole des ouvriers, filme leurs actions. Il sera le premier à montrer la condition ouvrière, la réalité du travail à la chaîne. Le titre du film est un clin d'œil à la politique libérale mise en place pendant la présidence de Valéry Giscard D'estaing (président de 74 à 1981).

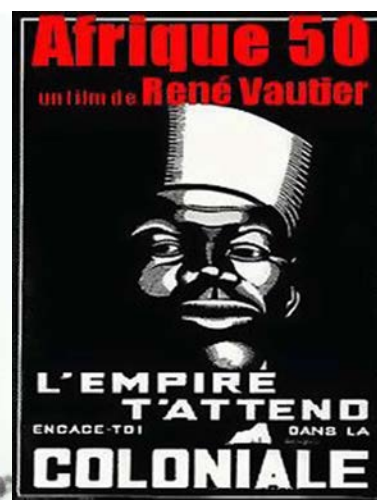
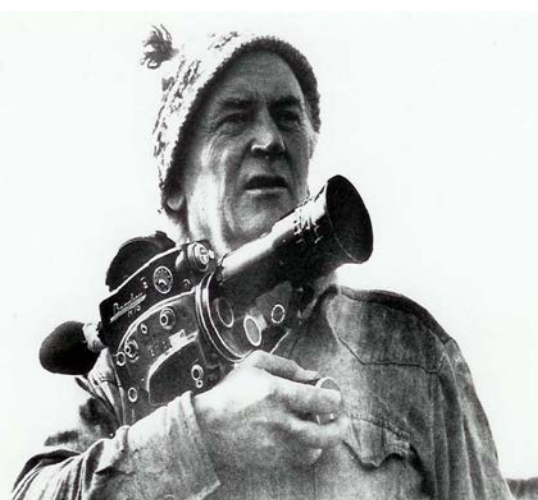
En 1976, il coréalise « Quand les femmes ont pris la colère » avec Soizig Chappedelaine qui deviendra sa compagne. Après Trignac, il raconte un nouveau conflit social: celui de l'usine Tréfinmétaux, à Couëron.

Les salariés se mettent en grève pour soutenir des revendications salariales. D'abord classique, la grève prend une tout autre tournure. Douze femmes des grévistes, en solidarité avec leurs maris, prennent part au conflit. Elles occupent le bureau du directeur qui refuse de les recevoir. La lutte se prolonge pendant un an avec plainte et procès pour séquestration. Elles seront finalement acquittées le 17 juin 1976.

René VAUTIER, l'homme à la caméra rouge...

René Vautier, c'est l'homme à qui l'on doit la fin officielle de la censure politique au cinéma, en France...

Après 33 jours de grève de la faim en 1973, pour obtenir un visa d'exploitation pour le documentaire « Octobre à Paris », consacré au massacre des Algériens en banlieue parisienne, le 17 octobre 1961, par les forces de Police de Maurice Papon. Il ne subira plus le harcèlement d'Etat (confiscation de bobines et prison, poursuite pour atteinte à la sûreté nationale.) Mais on continuera de taire son œuvre, jusqu'à son décès à 86 ans le 4 janvier 2015.



Né en 1928 à Camaret dans le Finistère, d'un père ouvrier d'usine et d'une mère institutrice, il mène sa première activité militante au sein de la Résistance en 1943 à l'âge de 15 ans. Après la guerre il adhère au Parti communiste. « Les copains m'ont expédié à Paris suivre les cours de l'IDHEC pour devenir documentariste ». En 1950, la ligue de l'enseignement le charge de réaliser un film sur l'éducation française entre la Côte d'Ivoire et le Mali. Vautier détourne la commande et évoque une réalité alors méconnue de ce qu'on appelait encore l'AOF : travail forcé, violences des autorités coloniales contre les populations autochtones. Ce sera le premier film anticolonialiste français. Afrique 50, qui reçoit la médaille d'or au festival de Varsovie, est censuré et le restera 40 ans. Il vaut à son auteur une peine d'un

an de prison, purgée dans les prisons militaires. Engagé en Afrique sur divers tournages, il rejoint l'Algérie clandestinement par les maquis dès 1956 et participe à la lutte révolutionnaire pour l'indépendance avec le FLN. Pris dans les luttes de factions du mouvement indépendantiste, il se retrouvera à passer 25 mois dans une prison clandestine du gouvernement provisoire algérien, suspecté d'être un agent de Moscou !

Son film le plus connu, « Avoir 20 ans dans les Aurès », fiction tournée en Tunisie obtiendra le prix de la critique internationale à Cannes en 1972.

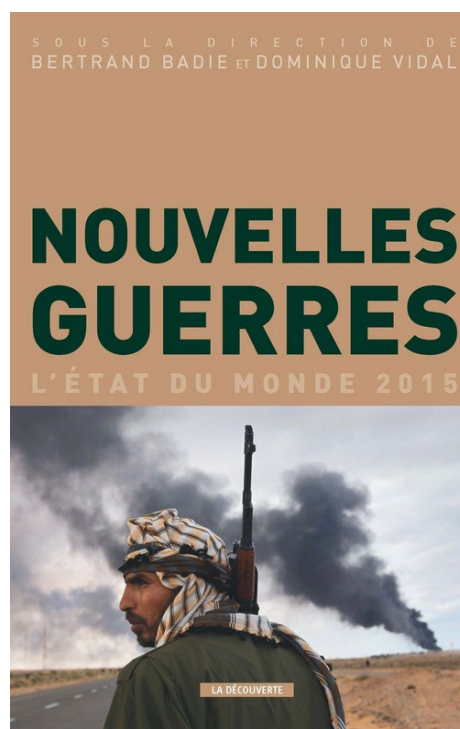
Au delà de l'Algérie, son tempérament engagé le pousse à filmer contre le capitalisme (notamment en Loire Atlantique- voir ci-contre), l'apartheid, le FN, la pollution.

Aujourd'hui, la plupart de ses films et documentaires (une soixantaine de titres de 1950 à 1995) en grande partie restaurés, sont conservés à la Cinémathèque de Bretagne à Brest(1) www.cinematheque-bretagne.fr

René Vautier est aussi l'auteur de plusieurs ouvrages dont **Caméra citoyenne- Mémoires**, publié en 1988. Ed Apogée.

Coffret René Vautier, 4 DVD, aux Mutins de Pangée.

«Nouvelles guerres...? L'état du monde 2015»



Depuis son lancement en 1981, L'état du monde scrute et accompagne les mutations de la planète.

Son réseau d'auteurs prend appui sur de régionaux » qui mettent en lumière les nombreuses équipes de recherche, en tensions stratégiques et diplomatiques France et à l'étranger, dans toutes les majeures, illustrant l'évolution des conflits disciplines liées à l'international. Cette en Asie, en Afrique, au Moyen-Orient et en édition 2015 se concentre sur la question de la guerre. Amérique.

Les conflits reviennent en force dans l'actualité internationale. De nouvelles armes apparaissent (drones, cyberespace). La guerre a-t-elle changé de nature depuis la fin de la guerre froide ? Depuis le 11 septembre 2001. Assiste-t-on à l'émergence de « nouvelles guerres » remettant en cause les schémas classiques et bouleversant les notions d'« ennemis », de « territoires », de « souveraineté » et même d'« ordre » et de « désordre » ?

Ces interrogations parcourent les deux premières parties de l'ouvrage : la première adopte un point de vue global Proche-Orient, est spécialiste des questions internationales.

Un site Internet incluant toutes ses archives est disponible gratuitement à l'adresse www.etatdumonde.com

Le chiffre

3 632 614 pour les Pays de la Loire et **1 313 321** pour la Loire Atlantique : les populations légales 2012 sont parues ! Mais pourquoi 2012 ? Il s'agit du nombre de logements de référence situé au milieu de la période de recensement (5 ans). Ainsi la population légale appliquée a toujours 2.5 années de décalage.

La phrase

« Nous continuons d'affirmer que le « millefeuille » est une grossière affabulation, que l'avenir appartient aux communes, aux départements et aux régions, travaillant avec un État stratégique garant de l'égalité des citoyens »

Christian Favier, sénateur communiste, sur la loi Nouvelle Organisation Territoriale de la République.

Au cœur des collectivités

7

Assemblée générale de l'association des élus communistes et républicains Mobilisé au service de l'intérêt général !

Au premier janvier, la Communauté Urbaine de Nantes est devenue Nantes Métropole, ainsi le conseil communautaire du 15 décembre était le dernier de la CUN. Et trois sujets majeurs pour la nouvelle métropole ont été débattus : le nouveau pacte métropolitain, les orientations budgétaires et les contrats de ville.

Le nouveau pacte métropolitain est la nouvelle feuille de route que se donne la métropole dans son développement à venir. Les élus communistes ont souligné le choix fait par le conseil d'enrichir les services rendus à la population de l'agglomération. Certains mots reviennent souvent comme « attractivité », il ne doit pas devenir synonyme de compétition entre les territoires. Il est ainsi rappelé que « si les grandes aires urbaines notamment celle de la façade Atlantique résistent bien, les zones rurales, les petites et moyennes villes prennent de plein fouet la crise économique ».

Le nouveau pacte financier entre les communes est reconnu comme positif en renforçant la solidarité entre les communes membres et leurs habitants : « La volonté affirmée de se préoccuper des petites communes et mieux prendre en compte les populations les plus défavorisées va dans le sens de la construction d'une métropole juste et accessible à tous ». Sur les transferts d'équipements, la mise en place d'une tarification unique aux musées, piscines, patinoires et bibliothèques est intéressante.



Nantes
Métropole
COMMUNAUTÉ URBAINE

01/01/2015

Nantes
Métropole

sante. Il est rappelé que ces mises en commun doivent « maintenir et enrichir la diversité historique et culturelle de nos territoires » et que les élus communistes seront très attentifs au statut des personnels transférés.

La situation économique est rappelée par les communistes lors du Débat d'Orientation Budgétaire ainsi que le caractère inopérant des politiques d'austérité. Une relance par l'investissement à hauteur de 2

% du PIB sur 10 ans permettrait d'inverser la tendance. Si les grands projets de développement métropolitains ne manquent pas, il est rappelé que garantir la qualité de service passe par la préservation des conditions de travail des personnels alors que la limitation de la croissance de la masse salariale proposée aurait pour conséquence des suppressions de postes.

La politique de la ville abordée par le biais du Contrat de Ville 2015-2020 doit relever d'énormes défis : chômage, cadre de vie, cohésion sociale et lutte contre les discriminations. Le choix du critère retenu comme unique déterminant des zonages n'est cependant pas pleinement satisfaisant pour repérer et traiter les inégalités. Les démarches participatives promues sont saluées mais il faudra veiller à ce que les communes aient toutes leur place et que les moyens des collectivités impliquées, soient préservés.

Conseil Municipal de Saint-Nazaire Centre ville, petite enfance et transports publics en débat



La stratégie urbaine pour le centre ville a fait l'objet d'une décision-cadre. Les objectifs affichés : faire cohabiter dynamisation marchande, mixité de l'habitat dans un cadre de vie plus agréable et développement de l'emploi. Les élus communistes commentent : « la rénovation de [...] doit être réalisée de manière à garantir à la fois le maintien de [la] population modeste actuellement présente et l'arrivée d'une nouvelle population [...] pour que la mixité sociale, de génération, à laquelle nous sommes attachés soit effective ».

Sur le contrat enfance jeunesse, visant à améliorer le service public à la petite enfance, les communistes font le constat du manque de places disponibles, ils notent : « augmenter encore le niveau de cet accueil permettrait de relever le taux d'activités des femmes qui tombe de 70% à 50% dès l'arrivée du deuxième enfant ».

Les élus se sont félicités du bilan de la STRAN, de la refonte du réseau et de la mise en service de HÉLYce avec un million de voyageurs supplémentaire en un an. Ils notent que l'augmentation du versement transport est positif mais qu'il peut être augmenté. Les communistes regrettent cependant que l'impact des opérations gratuites ne soit pas mis en valeur.

Conseil Municipal de Nantes Réactions et interventions des élus communistes



L'intervention sur le Débat d'orientation Budgétaire reconnaît les réalisations et les ambitions pour l'année 2015 tout en dénonçant le cap mortifère et libéral de l'actuel gouvernement. Si des choix difficiles devaient se faire les actions pour la cohésion sociale ne devront pas être touchées.

Le renouvellement de convention Logements Bleus (adaptés pour les personnes âgées) avec Nantes Habitat a permis d'aborder la question du vieillissement de la population. Le maintien de l'autonomie doit articuler prévention, dépistage et prise en charge solidaire. Alors que 75% des personnes âgées sont propriétaires, le renforcement des aides à l'adaptation des logements est nécessaire tout comme l'extension des crédits d'impôts aux enfants qui financeraient des travaux pour leurs parents. La nouvelle monnaie complémentaire « SoNantes » est vue comme un « outil d'éducation populaire visant à [...] prendre conscience que la monnaie est un objet politique » mais il est rappelé que ces monnaies n'ont pas d'impact sur l'activité économique locale et le pouvoir d'achat.

Enfin, le rapport de la chambre régionale des comptes sur le spectacle vivant. « La petite musique de chambre devient inaudible » réagissent les communistes. Les contradictions ne manquent pas lorsque sont dénoncés à la fois des montants de subventions trop élevés et un manque de politique tarifaire. La culture pour tous hors marché n'est pas du goût de tous...

En bref

L'Ancre rouge de décembre est sortie !



Ce nouveau numéro retrace 6 mois de l'action municipale des élus communistes Nazairiens et reprend les temps forts de l'actualité locale.

En sommaire : la défense de l'industrie et la visite de Pierre Laurent, secrétaire national du PCF aux chantiers de l'Atlantique.

Dans la rubrique Saint-Nazaire même : l'opposition à l'ouverture des commerces le Dimanche ; le déménagement des associations caritatives dans de nouveaux locaux ; la municipalisation de l'office municipal de la jeunesse ; la sauvegarde du baliseur Charles Badin ; la dénomination du boulevard Jean de Neyman ; la solidarité avec les intermittents et la recherche d'un nouveau souffle pour les comités de quartier.

Sur la CARENE : les risques des partenariats public privé dans la construction de logements et la nécessité de renouveler le débat public dans les questions d'aménagement du territoire.

Le bulletin est disponible en téléchargement :

<http://44.pcf.fr/64545>

Débat d'Orientation Budgétaire à Saint Herblain

Les élus communistes ont insisté sur le nécessaire changement de cap du gouvernement vers la gauche et ont dénoncé « la démagogie d'une droite qui caresse les élus locaux en s'insurgeant de la diminution du pouvoir d'achat des Maires tout en voulant casser toujours plus le service aux populations ».

Ouvrons-là

Congrès National

Par Charles MARSAUD



Les Jeunes Communistes de Loire-Atlantique vous souhaite leurs meilleurs vœux pour l'année 2015, qui reste malheureusement endeuillé par l'attentat contre Charlie Hebdo, nous marquons notre opposition à cette obscurantisme.

Le mouvement des jeunes communistes du département reste déterminée à faire de 2015 une année de militantisme, de lutte et de solidarité. Cette motivation a été très largement renforcée par notre congrès national du MJCF qui s'est déroulé à Gennevilliers du 18 au 21 Décembre 2014, avec comme leitmotiv "combats le capitalisme, construis ton avenir". Lors de ces quatre jours, les 500 délégués ont pu débattre, amender, formuler des vœux, des résolutions. Les textes traitaient aussi bien de l'impérialisme, de l'économie au rôle de la jeunesse en France et de ces batailles à mener pour son avenir, ou encore les statuts de notre organisations. Ce fût un exercice démocratique qui a montré la diversité des 15 000 JC et répondant à ses ambitions d'atteindre les 20 000 en 2017.

Au delà des débats, des intervenants se sont succédés a la tribune comme Patrick Le Hyaric, le maire de Gennevilliers, les ambassadeurs de Cuba et de Palestine, ainsi que le juriste Roland Weyl qui a eu cette formule " Le communisme est l'avenir de l'Humanité, la jeunesse est l'avenir du communisme"



Du renouveau pour les Nouvelles de Loire-Atlantique

L'information, sa pluralité est un droit essentiel, il faut bien le dire, aujourd'hui menacé avec de nombreux titres qui peinent à survivre. Nous mesurons tous l'importance de notre publication, sa longue histoire, nous en sommes fiers.

Les Nouvelles de Loire-Atlantique occupent une place singulière pour donner à lire la voix des communistes du département, mais aussi celle des nombreux militants associatifs, syndicaux, politiques, la voix de ce qui bouge, crée, lutte et résiste dans notre département.

Aujourd'hui, la hausse des coûts (papier, encre, acheminement avec l'augmentation des tarifs postaux), la faiblesse des ressources propres du journal (les abonnements et la publicité) ont mis les Nouvelles de Loire-Atlantique en situation de cessation de paiement. Pour garantir l'avenir du journal, Il a été décidé de limiter le nombre de publications en passant à un rythme mensuel.

Pour relancer et faire vivre notre publication nous devons aujourd'hui la repenser, travailler autrement, nous nous y employons en réalisant par exemple sa mise en page de manière interne.

Certains d'entre vous se sont déjà abonnés aux Nouvelles, il faut encore amplifier cette démarche d'abonnement comme la souscription pour régler les impayés le plus rapidement possible et tourner les Nouvelles de Loire-Atlantique vers l'avenir.

En 2015, nous voulons éditer le millième numéro des « Nouvelles », c'est un beau défi, il est à notre portée ! Pour ce faire, nous avons besoin de vous, de votre solidarité, de votre attachement au pluralisme de la presse. Alors abonnez-vous, souscrivez, faites en sorte que notre journal puisse continuer à faire rayonner les idées politiques de progrès, faire s'exprimer le mouvement social et associatif, faire vivre la démocratie.

« Nouvelles de Loire-Atlantique »

Directeur de la Publication : Jérôme TURMEAU
Imprimerie : IMPRAM Lannion
Composition : Clément CHEBANIER
Responsable de la rédaction : Jérôme TURMEAU
NLA 41 rue des Olivettes - 44 000 Nantes
Tél : 02 40 35 03 00 - Fax : 02 40 48 56 36
e-mail : redac.nla@orange.fr
Ce numéro des Nouvelles a été réalisé avec la collaboration de : Marie-Annick BENÂTRE, Pedro MAIA, Robin SALECROIX, Gauthier LORTHIOIS



Calendrier Huma café

- Vendredi 6 février** : « Le Front populaire est-il né à Nantes ? » avec Alain BERGERAT (Historien)
- Vendredi 27 février** : « Alors ça marche ? » avec Axel KAHN (Marcheur citoyen)
- Vendredi 20 mars** : « Bientôt immortels de notre vivant ? » avec Patricia LEMARCHAND (Médecin)
- Vendredi 24 avril** : « Table ronde » avec des invités non définis
- Vendredi 5 juin** : « D'art et d'argent, le capitalisme et la culture : marchandisation ou résistance ? » avec Isabelle GARO (Philosophe)

OGM et santé

Vendredi 16 janvier 20h30
Salle Bretagne, 23 rue Villebois-Mareuil à Nantes (ligne C2)
Réunion publique débat avec Christian Vélot
Maître de conférences en génétique moléculaire à l'Université Paris-Sud 11
Responsable d'une équipe de recherche sur le Centre Scientifique d'Orsay, Vice-président du CRIIGEN (Comité de recherche et d'informations indépendantes sur le Génie génétique), Administrateur de Fondation Sciences Citoyennes

OGM quels effets sur la santé ???

Depuis trente ans des multinationales cherchent à nous imposer les OGM.
- Sur le plan scientifique les études sur leurs toxicités sont insuffisantes, non contradictoires, non transparentes, réalisées par les entreprises elles-mêmes.
- Le lobbying des firmes semencières auprès des instances décisionnelles et les situations de conflits d'intérêt au sein des agences d'évaluation ne font qu'entretenir et aggraver cette situation.
- La seule véritable étude toxicologique de long terme indépendante est celle menée par le Professeur Seralini et son équipe. Bien qu'elle ait fait l'objet d'attaques sans précédent visant à empêcher d'alerter les décideurs et les citoyens, cette étude est désormais reconnue internationalement, et ses retombées scientifiques et politiques dans le monde sont considérables.
Le projet de traité de libre-échange transatlantique (dit TTIP ou TAFTA) met d'autant plus cette question à l'ordre du jour que s'il aboutit, les États Unis, 1^{er} producteur d'OGM, risquent fort de nous les imposer.



Nécrologie

C'est avec tristesse que nous avons appris le décès d'Albert LEPERRON, responsable de la CGT au chantier naval, il avait été conseiller prud'homal et avait exercé des responsabilités à la section du PCF De St Nazaire.

Nous avons aussi perdu Pierre BLANDIN, il était militant de la CGT au chantier naval et du PCF à Trignac. Il s'était distingué pendant la seconde guerre mondiale, prisonnier de guerre, il s'était évadé 3 fois de son stalag.

Nous présentons à leurs familles et à leurs proches nos plus sincères condoléances.

Soutenir et s'abonner aux Nouvelles de Loire-Atlantique

Parce qu'un journal, c'est un lien entre ceux qui l'écrivent et ceux qui le lisent, parce que les Nouvelles de Loire-Atlantique ont un positionnement original et unique parmi la presse départementale, parce que ce lien, cet apport doit perdurer pour faire vivre la parole singulière qui est celle de votre journal, pour donner la parole aux acteurs des mouvements sociaux, associatifs, progressistes, pour un regard critique sur l'actualité, soutenez et abonnez-vous aux Nouvelles de Loire-Atlantique.

NOM : PRENOM :

ADRESSE :

TEL: EMAIL:

Je m'abonne pour un an et verse un chèque de 20 euros

Je soutiens les Nouvelles de Loire-Atlantique à hauteur de€

Chèque à l'ordre de PCF44

A renvoyer à NLA - Bulletin d'abonnement, 41 rue des olivettes, 44000 NANTES